

rétablissement de la paix, qu'on renforce les capacités locales, qu'on approfondisse le dialogue entre partenaires et que les donateurs coordonnent leurs politiques d'intervention.

Le Canada qui est actif en Afrique dès après l'accession de ces pays à l'indépendance intervient dans le continent à travers l'ACDI, le Ministère des affaires étrangères et du commerce international et les organisations multilatérales (OUA, PNUD, UNICEF...). Les interventions du Canada visent principalement la promotion de la paix et de la sécurité, la consolidation de la paix et des activités liées à la résolution plutôt que de prévention des conflits. Dans la région des Grands Lacs comme dans celle du Bassin du Nil, seul ou de concert avec des organisations multilatérales, les projets du Canada visent la consolidation des capacités institutionnelles des ONG qui oeuvrent dans la protection des droits de la personne, la démobilisation des enfants soldats, le programme de désarmement, l'éducation à la paix, la gestion des ressources...

Prenant la parole, Jim MacKinnon, d'Oxfam Canada, a axé son intervention sur le conflit que connaît le Zimbabwe depuis un certain temps. Pour avoir passé trois ans au Zimbabwe, l'orateur trouve que le conflit zimbabwéen aurait pu être évité si les mécanismes de prévention avaient été mis en œuvre à temps et si les partenaires étrangers avaient agi de concert dès le début.

Ce conflit qui a tendance à être réduit à la seule question foncière dépasse celle-ci et touche aux problèmes d'alternance politique et du respect des droits de la personne. Lorsque des personnes manifestent dans Harare en scandant des slogans contre des commerçants asiatiques en disant que Idi Amin avait raison d'expulser les ressortissants asiatiques de l'Ouganda, cela n'a rien à voir avec le conflit foncier qui oppose le régime de Mugabe aux propriétaires fonciers blancs. Car, il a été observé au Zimbabwe qu'à part les propriétaires fonciers la violence et la politique d'intimidation et de harcèlement systématiques sont dirigées aussi contre des journalistes, des animateurs d'ONG, des enseignants et on assiste aux assassinats ciblés dans les milieux ruraux qui n'appuient pas le président Mugabe et son parti politique. Les récentes élections ont été une occasion pour le pouvoir d'agir ouvertement. Au vu des observateurs internationaux, les électeurs et l'opposition ont été harcelés, et la tenue du scrutin a été biaisée et non équitable.

Sur le plan économique, on dénombre aujourd'hui plus 3 millions de personnes exposées à la faim sur une population de 12 millions ; on observe une baisse économique annuelle estimée à 20%, des régions rurales marginalisée et l'utilisation des rations alimentaires à des fins politiques.

Pour éviter l'explosion généralisée du conflit au Zimbabwe, des mesures de prévention devraient être mises en œuvre. Celles-ci devraient concerner la protection de l'opposition et les travailleurs agricoles, la résolution de la crise humanitaire, augmenter le fonds de démocratisation et de consolidation de la paix à travers le groupe de coordination des ONG. En plus, le Canada devrait encourager la tenue de nouvelles élections au Zimbabwe et amener les pays de la SADC et de la Commonwealth à maintenir des pressions sur le Zimbabwe. Une Mission diplomatique permanente d'observation devant suivre de près l'évolution de la situation est très importante afin que des actions urgentes et nécessaires soient entreprises à temps.

Quant vint le tour de Amos Anyimadu, professeur au Département de science politique de l'Université du Ghana, l'accent fut mis sur le politique et le NEPAD au regard de la promotion